

**LA SOCIABILITE POLITIQUE EN EUROPE ET EN AMERIQUE A
L'EPOQUE DE LA REVOLUTION FRANCAISE.
ELEMENTS POUR UNE APPROCHE COMPAREE**

Jean BOUTIER, Université de Bordeaux III

Philippe BOUTRY, Ecole Française de Rome

La Révolution française inaugure, en France et dans une grande partie du monde occidental, une nouvelle pratique de la politique. La constitution du "citoyen", le recours fréquent à l'élection, l'essor de l' "opinion publique" sont indissociables de la création et de l'expansion d'une forme nouvelle de la vie associative: les "sociétés patriotiques", qui deviennent au printemps de 1793, les "sociétés populaires", sont des associations publiques, constituées en réseau plus ou moins forts, dont l'unique objectif est la discussion et l'action politique. La France est le lieu spécifique de cette expérimentation; elle la diffuse dans sa zone d'influence immédiate, ou par sa diaspora; mais cette expansion dépasse rapidement les frontières de l'hexagone, vers les pays conquis comme vers ceux qui restent totalement indépendants, témoignage de la dimension européenne, voire universelle, qu'acquiert dès les premières années l'expérience révolutionnaire de la France. De la Revolution society de Londres au Jakobinerklub de Mayence, des cercles jacobins clandestins de Naples ou de Vienne aux clubs de Charlestown, de Saint-Domingue, de la Réunion ou d'Istamboul, la dernière décennie du XVIIIe siècle est profondément travaillée par les discours et les comportements politiques de la France révolutionnaire.

Cette "influence" politique, certains historiens, tel l'allemand Walter Markov, l'ont pensée en termes spatiaux. Elle s'effectuerait selon des cercles concentriques: le plus interne, directement relié à la France, engloberait les Pays Bas autrichiens, Liège et Mayence; puis viendraient l'Italie, la Suisse, la rive droite du Rhin et la Hollande. Enfin, une périphérie,

avec différents degrés, irait jusqu'aux zones de frontière, telle la Pologne ou Haïti¹. A ce schéma spatial, utile dans la perspective d'une étude de la propagande révolutionnaire, de la circulation des idées subversives, nous préférons une approche plus typologique des expériences politiques de l'Europe et du monde révolutionnaire. L'innovation politique que nous suivons ici est, sans doute, plus encore que celle des idées, celle d'une structure de sociabilité, d'un mode nouveau de formation des opinions collectives et individuelles. Cette innovation s'effectue certes en rapport étroit avec les pratiques sociales et politiques qui fondent ou interdisent la vie associative des pays dans lesquels elle s'insère; mais ses modalités varient selon qu'elle est introduite à la suite d'une évolution démocratique antérieure, à la suite d'une intervention militaire française ou, a contrario, qu'elle tente de s'imposer dans un système policier et répressif. Dans tous les cas, elle contribue plus ou moins profondément à modifier les pratiques sociales et politiques, car elle tend à instaurer un lien nouveau entre l'individu et la société au sein de laquelle il évolue. La société politique, publique, ou semi-publique, est en fait ouverte à tous pour débattre, critiquer, voter des motions et des adresses, selon des règles élaborées d'intervention et de discussion; "machine" consensuelle ou lieu d'affrontement des positions politiques, elle est désormais le théâtre où tous peuvent assister à la formation des opinions individuelles et collectives.

Tentons dès lors de cerner comment, au cours de la décennie révolutionnaire, se diffuse cette pratique associative nouvelle. Dans un premier temps, nous procéderons à l'inventaire des mécanismes concrets de création et de diffusion des sociétés politiques hors de France. Les modalités d'insertion de ces sociétés dans des structures politiques et de sociabilité spécifiques permettra ensuite d'élaborer une typologie de ces sociétés, et de dépasser une simple description des expériences nationales. Enfin, la mesure de l'impact de ces sociétés autorise, en retour, une évaluation de la spécificité de l'expérience politique française.

LA SOCIABILITE POLITIQUE: DIFFUSION D'UNE PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE

Les associations politiques dans les années 1790 apparaissent sur tous les continents du monde d'alors, à l'évidence en Europe, en Amérique, mais aussi en Afrique et en Asie. Ce phénomène est le fruit soit d'un contact direct avec l'expérience française, soit d'un écho que la Révolution suscite dans la vie politique d'un pays indépendant.

¹ Walter Markov, "I Giacobini dei paesi asburgici", in *Studi storici*, III, 1962, p. 493-525.

L'espace colonial

L'émergence de la sociabilité politique révolutionnaire dans les colonies française s'effectue avec un décalage d'un an par rapport à la métropole, mais elle se produit partout à peu près au moment, comme indépendamment de l'histoire spécifique de chaque colonie: à l'Ile-de-France, une société des amis de la constitution se crée le 23 juin 1791 à Port-Louis, imitée quinze jours plus tard à Saint-Denis de la Réunion (6 juillet 1791)². Aux Antilles, le mouvement débute aussi dans l'été: la société des Amis de la Constitution de Marie-Galante est fondée en août, en même temps que celle de Basse-Terre (Guadeloupe)³; la société de Port-au-Prince (Saint-Domingue) est affiliée, sur sa demande, à celle de Paris le 28 août, ainsi que celle de Castrie, dans l'île de Sainte-Lucie, le 6 décembre 1791⁴. Enfin, une société des amis de la Constitution fonctionne à Saint-Pierre-et-Miquelon à l'automne 1791⁵. Notons enfin qu'il ne semble pas que des sociétés politiques aient existé sur les côtes africaines⁶.

Sur quelles bases ces clubs s'organisent-ils? Anne Pérotin-Dumon les voit, aux Antilles, s'ébaucher à partir des assemblées de paroisse, formées pour élire de nouvelles assemblées coloniales. Cette "contagion constitutionnelle" regroupe créoles et métropolitains, hommes de loi et petits officiers d'administration, négociants et propriétaires terriens, gens de mers récemment arrivés et ecclésiastiques, dans un consensus éphémère contre la tutelle de l'administration royale⁷. Mais il y a sans aucun doute un lien avec la très dynamique sociabilité maçonnique qui, autour des années 1770 puis entre 1789 et 1792, a peuplé les Antilles, et surtout la Guadeloupe, de loges où s'est effectué un premier apprentissage politique: se réunir, fonctionner en réseau, envoyer des députés, s'affilier à une société dont le centre est métropolitain, voire parisien, établir des procès-verbaux et entretenir une correspondance, tout cela se retrouve dans les nouvelles sociétés des amis de la constitution⁸.

² Auguste Toussaint, Port-Louis. Deux siècles d'histoire, Port-Louis, 1936, p. 166; Claude Wanquet, Histoire d'une révolution. La Réunion, 1789-1803, Marseille, 1980, II, p. 101; la société de Port-Louis est affiliée aux Jacobins de Paris le 14 décembre 1791: Alphonse Aulard, Le club des Jacobins, Paris, 1891, III, p. 281.

³ Anne Pérotin-Dumon, Etre patriote sous les tropiques. La Guadeloupe, la colonisation et la Révolution (1789-1794), Basse-Terre, 1985, p.144.

⁴ A. Aulard, Le club des Jacobins, III, p. 104 et 274.

⁵ Jean-Yves Ribault, Les îles Saint-Pierre et Miquelon (des origines à 1814), Saint-Pierre, 1962, p. 109-115; le club est dissout par la municipalité le 23 avril 1792. Nous remercions Olivier Guyotjeannin pour cette précieuse information.

⁶ Léonce Jaure, Les établissements français sur la côte occidentale d'Afrique de 1758 à 1809, Paris, 1965, p. 118-139; François Zuccarelli, La vie politique sénégalaise (1789-1940), Paris, 1987, p. 15-16.

⁷ Anne Pérotin-Dumon, "Les Jacobins des Antilles ou l'esprit de liberté dans les Iles-du-Vent", in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, XXV, 1988, p. 276-277.

⁸ Alain Le Bihan, "La franc-maçonnerie dans les colonies françaises du XVIIIe siècle", in Annales historiques de la Révolution française, XLVI, 1974, p. 39-62.

Il faut ajouter, dans le prolongement de l'aire coloniale, une initiative isolée mais curieuse: l'organisation très tardive, au printemps 1797, d'un "club jacobin" en Inde, à Seringapatam, dans le sultanat de Mysore, par un des alliés des français, Tipou Sultan; le club tient sa première séance le 5 mai, en présence de tous les Français de la ville coiffés du bonnet rouge, et procède à la plantation d'un arbre de la Liberté⁹.

La diaspora française

Les Français hors de la métropole, lorsqu'ils forment des groupes assez étoffés, marchands, militaires, voire quelques agents français, tiennent à "participer" à la Révolution en créant eux aussi leurs sociétés politiques. Le phénomène, au total relativement limité, existe dans quelques ports de la côte nord-américaine, et à Istamboul. Les ports d'Amérique du Nord, en contact direct avec la France et avec les Antilles, appartiennent en fait à ce grand arc atlantique qui va de Saint-Pierre et Miquelon au Nord jusqu'à la Guyanne. La société patriotique française de Charlestown, en Caroline du Sud, apparaît la première, le 14 janvier 1792; la suivante, la société française des amis de la Liberté et de l'Égalité de Philadelphie, n'est formée qu'un an plus tard, le 3 février 1793, suivie, dans l'été, par les sociétés patriotiques de Boston, New-York, Savannah (Georgie), Alexandria (Louisiane), ainsi, peut-être, que de Baltimore et Norfolk ¹⁰.

La formation d'une société à Istamboul s'inscrit dans un contexte différent. Elle aussi est composée de Français -"ce sont tous des négociants", affirme même Chabot à la tribune des Jacobins-; si la présence de Turcs n'est pas attestée, celle de quelques vénitiens est au contraire certaine. Elle est créée dans l'été 1793 par Félix Hénin, ministre de la République à Venise, envoyé à Istamboul pour assister Descorches, marquis de Sainte-Croix, qui doit négocier une quadruple alliance entre la France, la Turquie, le Danemark et la Suède, contre la Russie, tout en essayant de gagner la sympathie des Ottomans à la Révolution française. Mais elle n'est pas vraiment le fruit de la communauté française elle-même: plutôt celle du conflit qui éclate entre Hénin et Descorches à propos de la tactique politique à suivre vis-à-vis de la Porte. Le club est créé à l'initiative de Hénin pour contrecarrer les initiatives de Descorches. Le club des Jacobins de Paris, s'il lui accorde, sur sa demande, son affiliation le 5 octobre 1793, la lui retire dès le 11 pour des

⁹ H. Castonnet-Desfosses, "La Révolution et les clubs dans l'Inde française", in Revue de la Révolution, II, 1883, p. 94; mise au point récente: Tulsi Vatsal, Tipou sultan, Paris, Librairie de l'Inde, 1985, 84 p.

¹⁰ Ces sociétés ont été découvertes et minutieusement analysées par Michael Kennedy, "La société française des amis de la liberté et de l'égalité de Philadelphie, 1793-1794", in Annales historiques de la Révolution française, XLVIII, 1976, p. 614-636, et "Le club jacobin de Charleston en Caroline du Sud (1792-1795)", in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, XXIV, 1977, p. 421-438. Elles avaient été signalées par Louis de Cardénel, "Jacobins français en Amérique", in La Révolution française, 1913 (2), p. 546.

La démocratie au bout du canon

C'est très souvent l'intervention militaire française qui crée ici les conditions de formation d'une sociabilité politique organisée hors des frontières de la France, dans les territoires annexés ou conquis. C'est à l'automne 1792 le cas de la Savoie (31 sociétés populaires en l'an II) et du comté de Nice (11 sociétés seulement), puis, dans l'hiver, du département du Mont-Terrible (11 sociétés), et surtout de la Belgique et de la Rhénanie. Certes, parfois, des sociétés préexistent à l'arrivée des Français: la société des Allobroges a préparé le ralliement de la Savoie, et se dissout dès que les Français entrent dans Chambéry; la société des amis de la liberté et de l'égalité de Porentruy se manifeste dès novembre 1792¹²; même en Allemagne, le club de Rheinbach, près de Coblenche, est fondé par des militants locaux dès avril 1792¹³. L'essentiel des créations ne s'en effectuent pas moins au lendemain de l'arrivée des troupes françaises.

Dans les anciens Pays Bas autrichiens, la création de sociétés populaires est strictement contemporaine de l'avancée des armées françaises: la société des Amis de la Liberté et de l'Egalité de Mons est créée, la première en date, le 7 novembre 1792, le soir même de l'entrée de Dumouriez dans la capitale du Hainaut, la société des Amis de la Fraternité, de la Liberté et de l'Egalité de Bruges le 13 novembre, celle de Gand le 14, celle de Bruxelles le 15, celle de Liège le 28, alors que Dumouriez vient d'y entrer en vainqueur, la société des amis de la Liberté de Tournai le 1er décembre, la société des Amis des droits de l'Homme d'Anvers le 8 décembre ¹⁴. En quelques semaines, telle une trainée de poudre, un important réseau a été mis en place: à la fin de l'année, 25 villes et localités belges, pour le moins, possèdent une société politique. L'intervention de l'armée est

¹¹ A. Aulard, Le club des Jacobins, V, p. 443, 451, 453-454; Le Moniteur (réimpression), XVIII, p. 66-67; XIX, p. 733, 734, 741; Henry de Sybel, "La propagande révolutionnaire en 1793 et 1794", Revue historique, XI, 1879, p.107-110; A. Aulard, "La diplomatie du premier comité de salut public", in Etudes et leçons sur la Révolution française, 3e série, Paris, 1902, p. 239-240; Paris, Bibl. nat., mss, nouvelles acquisitions françaises 10851, correspondance de Felix Hénin, chargé d'affaires de la République française à Constantinople, 6 mai 1793-19 décembre 1794; Bernard Lewis, "The impact of the French revolution on Turkey", in Cahiers d'Histoire mondiale, I, 1953, p. 105-125.

¹² Frédéric-Charles Heitz, Les sociétés politiques de Strasbourg pendant les années 1790 à 1795: extraits de leurs procès-verbaux, Strasbourg, 1963, VIII-400 p.

¹³ Jacques Godechot, La Grande nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799, Paris, 2e éd., 1983, p. 266-267.

¹⁴ Henri Pirenne, Histoire de la Belgique, III, De la fin du régime espagnol à la Révolution belge, Bruxelles, s. d., p. 120; Godechot, op. cit., p. 263-264; Liste nominative relevée le 4 de l'année 1793, d'après l'ordre des inscriptions, comprenant tous les membres de la Société des Amis de la Fraternité, de la Liberté et de l'Egalité [...] de Bruges, s. l. n. d., (en flamand), Paris, Bibl. nat., 8° Lb ⁴⁰ 922; Léopold Génicot, Histoire de la Wallonie, Toulouse, 1973, p. 309-310; plus généralement, Suzanne Tassier, "Les sociétés des amis de la Liberté et de l'égalité en Belgique en 1792-1793", in Annales historiques de la Révolution française, X, 1933, p. 307-316.

souvent très directe: à Tournai, la société est présidée par le lieutenant-colonel Almain, commandant le 2e bataillon d'Indre-et-Loire; à Anvers, c'est le colonel de gendarmerie Claude Buirette Verrières qui écrit, le 9 décembre 1792, aux officiers municipaux de la ville: "Je réunis à la Sodalité des citoyens tant français que belges, et habitants de cette ville pour y causer, raisonner et discuter paisiblement et sans armes sur les grands intérêts de la liberté publique et individuelle du peuple belge. La séance sera publique, et la salle ouverte pour autant de monde qu'elle pourra contenir tous les jours de l'assemblée. [...J'espère] que vous concurrez à y assurer la liberté individuelle et surtout celle des opinions." Le modèle est tout à la fois le club des Cordeliers et la Société des Jacobins de Paris ¹⁵.

A la même date, la Rhénanie voit naître l'influent club de Mayence: le mardi 23 octobre, sur les 6 heures du soir, vingt personnes se réunissent en présence du général Custine, et fondent la "Gesellschaft deutscher Freunde der Freiheit und Gleichheit", aux cris de "Frei zu leben oder zu sterben"! "Ayant eu le bonheur d'être délivrés du joug de la tyrannie par les armées françaises, consigne le premier procès-verbal rédigé en français, nous, soussignés, nous sommes engagés, par un serment solennel, de "vivre libre ou mourir"; nous avons pris, en même temps, d'un commun accord, la résolution de prier la société des Amis de la Constitution à Strasbourg, de nous communiquer ses lois. A cette occasion, nous avons reçu de notre sauveur, le citoyen français général Custine, par la bouche de M. Boehmer [professeur, Konrektor du Gymnasium de Worms, secrétaire de Custine], l'assurance positive, au nom et de la part de l'auguste nation française, qu'elle nous prendra à jamais sous sa protection." ¹⁶ Dans les semaines qui suivent, apparaissent les filiales de Worms et de Spire (créée le 16 novembre) ¹⁷.

Mais Belgique et rive gauche du Rhin doivent être évacués au printemps 1793. Déjà, les militaires français ne sont guère favorables à des sociétés politiques qu'ils ont de la peine à contrôler: en Belgique, Dumouriez, le 11 mars, interdit aux sociétés de s'occuper de politique et d'administration; la société d'Anvers tient ainsi sa dernière séance le 12 mars 1793 ¹⁸. En Allemagne, c'est la pression des armées coalisées qui chasse les armées

¹⁵ Fernand Leleu, Anvers et la première occupation française par les armées révolutionnaires, s. 1., 1960, p. 72-73.

¹⁶ Die Mainzer Republik. I. Protokolle des Jakobinerklubs, herausgegeben, eingeleitet, kommentiert und bearbeitet von Heinrich Scheel, Berlin, Akademie Verlag, 1975, p. 51-52. Le club a fait l'objet d'une ample littérature, parmi laquelle: Franz Dumont, "Ubekannte Quellen zum Mainzer Jakobinerklub", in Jahrbuch für westdeutsche Landesgeschichte, V, 1979, p. 179-188; Heinrich Scheel, "Les Jacobins de Mayence (1794-1797). Contribution à l'histoire de la République de Mayence", in Annales historiques de la Révolution française, LVI, 1984, p. 103-123; Gehrard Steiner, "L'engagement et le destin des "Jacobines" de Mayence", ibid., p. 124-154.

¹⁷ Heinrich Scheel, "Der Jakobinerklub zu Worms", in Jahrbuch für Geschichte, XI, 1977, p. 321-400.

¹⁸ F. Leleu, op. cit., p. 192, 196.

françaises et met fin à une brève, mais intense, expérience politique. Après s'être réuni 98 fois en 5 mois, le club de Mayence tient sa dernière séance le dimanche 24 mars 1793 ¹⁹.

Durement réprimé, le mouvement jacobin ne renaîtra qu'à partir de l'hiver 1794-1795, sous une forme assagie: cercles constitutionnels des départements belges et clubs "cis-rhénans" de Cologne, Bonn, Aix, Coblenz ou Mayence seront en 1797-1798 les principaux instruments politiques de l'annexion à la France. Au même moment, l'invasion française de la Hollande en 1795, de la Suisse en 1797-1798, accélère aussi la transformation de la sociabilité antérieure en jacobinisme organisé. Les clubs bataves prennent ainsi le relais des sociétés de lecture dans toutes les cités de Hollande, multiplient fêtes civiques et plantations d'arbres de la Liberté, intimident les municipalités, organisent un congrès à La Haye en septembre 1795, au statut plus paisible de "cercles constitutionnels" ²⁰. A Bâle, à Berne, à Lucerne, à Lausanne, une sociabilité politique antérieure se voit favorisée par l'intervention française, avant d'être à son tour "disciplinée" sous la surveillance jalouse des autorités²¹. Dans l'Italie du "Triennio", enfin, à partir de 1796, la dynamique des "cercles constitutionnels", sous l'impulsion ou le contrôle des généraux et commissaires du Directoire qui ne songent qu'à utiliser les sociétés naissantes au profit des intérêts nationaux de la République victorieuse, donne à la sociabilité politique hors de France son expansion maximale, par dessus tout en République Cisalpine. Des cercles fonctionnent alors, sans que la liste en soit exhaustive, à Milan, Crémone, Crema, Mantoue, Brescia, Bergame, Bologne, Cesene, Ravenne, Faenza, Savignano, Fusignano, Pesaro, Ancône²²; en Piémont, à Turin, Ivree, Mondovì, Pignerol et Saluces; et encore à Gênes, Venise, Rome, bientôt à Naples et à Florence.

Le contre-coup de la Révolution.

A cette expansion liée directement à l'action de Français, il convient d'adjoindre l'apparition, dans divers pays d'Europe, de sociétés politiques, beaucoup moins nombreuses, mais hors de toute intervention directe des armées révolutionnaires.

Les premières manifestations ont sans aucun doute lieu très tôt. Et d'abord, en Pologne.

¹⁹ Die Mainzer Republik. I. Protokolle..., op. cit., p. 49-818.

²⁰ Peter Geyl, La Révolution batave, 1783-1798, Paris, 1971; Simon Schama, Patriots and Liberators. Revolution in the Netherlands, 1780-1813, Londres, 1977, XX-745 p.; et surtout les actes du colloque "Révolution batave, révolution française", Institut Culturel Néerlandais, Paris, octobre 1987, sous presse.

²¹ E. Chapusat, La Suisse et la Révolution française, Genève, 1945.

²² Nerino Bianchi, "I circoli costituzionali durante la prima Repubblica Cisalpina nella Romagna, nelle Marche e nell'Umbria", in Rassegna storica del Risorgimento, VI, 1919, p. 387-434, et "I circoli costituzionali nelle Marche e nell'Umbria", in Picenum. Rivista marchigiana illustrata, XVIII, 1921, p. 48-51; cf. aussi U. Scagnardi, "Il circolo costituzionale di Ravenna nel 1797-1798", in Diario Ravennate per il 1907; Salvatore Caponetto, "Il giacobinismo nelle Marche. Pesaro nel Triennio francese, 1796-1799", Studia Oliveriana, X, 1962, p. 7-121.

Un club de patriotes se réunit dès juillet 1790 au palais Radziwill à Varsovie; à la fin de l'année, il regroupe environ quatre-vingt personnes, pour discuter de projets de réformes. Mais ce n'est qu'au lendemain du vote de la constitution qu'il prend le nom de "société des amis de la constitution", se dote de statuts et tient sa première séance officielle, le 21 mai 1791²³. L'impact de la Révolution est sans doute moins net lors de la création, à Bruxelles, en février-mars 1791, de la Société des Amis du Bien Public, qui se réunit tous les jours, entre 18 et 21 h.; elle s'inscrit plutôt dans la tradition des nombreuses sociétés analogues, apparues en Hollande dans les années 1760²⁴. La révolution genevoise de décembre 1792 crée en Suisse, dès avant l'occupation française, une intense effervescence démocratique: la seule ville de Genève compte en 1793 plus de cinquante "clubs", bientôt réunis, selon le modèle lyonnais de 1791, sous l'égide d'un Grand Club fraternel ou club central²⁵.

La "contagion", l'incitation plus immédiate, est, chronologiquement, lisible en Allemagne du Nord: c'est en effet au lendemain des victoires françaises sur le Rhin, en octobre et novembre 1792, que se forment quelques fort rares associations dans la ville libre de Hambourg et dans les duchés de Schleswig et Holstein qui, soulignons-le, jouissaient d'une liberté de la presse presque totale depuis 1770; elles entrent presque immédiatement en relation avec la société de Mayence. A Hambourg, il s'agit d'une loge maçonnique secrète judéo-chrétienne, "Concorde et tolérance", à Altona, du "club jacobin des vrais républicain" qui se réunit publiquement, en décembre 1792 et en janvier 1793, dans une auberge sur la place de l'hôtel de ville, à Kiel d'un "Patriotischer Klub" qui regroupe 200 membres; leur disparition est concomitante du retrait des troupes françaises²⁶.

Le "contre-coup" le plus violent se produit dans le Royaume Uni. La scène va, en fait, se jouer en deux temps. A partir de novembre 1788, les radicaux tentent de relancer le mouvement de réforme politique en célébrant le centenaire de la "Glorious Revolution", mais la campagne est aussitôt "contaminée" par la Révolution française naissante. En novembre 1789, au cours de son dîner annuel pour l'anniversaire de 1688, la "Revolution society" de Londres, qui déclare n'avoir cessé de se réunir annuellement depuis 1688, vote une motion pour apporter son appui à la Révolution française, qui est lue à Paris à

²³ Boguslav Lesnodorski, Les Jacobins polonais, Paris, 1965, p. 58-67. La société de Varsovie est mentionnée à la séance des Jacobins de Paris du 9 novembre 1791: A. Aulard, Le club des Jacobins, *op. cit.*, III, p. 242.

²⁴ Janet L. Polasky, Revolution in Brussels, 1787-1793, Bruxelles, 1985, p. 186-189.

²⁵ Francesca Sofia, "Modelli di organizzazione politica nella Ginevra della Rivoluzione francese", in Rassegna storica del Risorgimento, LXIX, 1982, p. 259-281.

²⁶ Walter Grab, "Clubs démocrates en Allemagne du Nord, 1792-1793", in Annales historiques de la Révolution française, XXXVIII, 1966, p. 524-546 et Demokratische Strömungen im Hamburg und Schleswig-Holstein zur Zeit der ersten französischen Republik, Hambourg, 1966, 276 p.

l'Assemblée nationale le 25 novembre ²⁷. Celle qui n'était alors, malgré ses trois cents membres, qu'une modeste association reçoit dans les années 1790-1791 pas moins de 71 lettres, émanant de 51 sociétés politiques françaises différentes, installées dans 36 départements différents, et devient alors le porte parole du mouvement réformateur anglais ²⁸. Si l'impact de la Révolution française est indéniable, il intervient dans un contexte national spécifique, au moment d'une ample campagne autour du "Test and Corporation act" et de l'apparition à travers le pays des "Church and King clubs" soutiens du statu-quo politique. C'est seulement dans un deuxième temps que, dans le courant de l'année 1791, se réveille véritablement la sociabilité politique, lorsque les radicaux décident de célébrer, dans de nombreuses villes du pays, le second anniversaire de la prise de la Bastille²⁹. C'est alors que se fondent la "Manchester Constitutional society" (juillet 1791), la "Warwickshire constitutional society" (juin 1791), la "Norwich revolution society" (peu avant juillet 1791) ainsi que, en décembre, celle de Sheffield - sans doute la première association réformatrice ouvrière du Royaume Uni-, sans oublier, à Belfast, la "society of united Irishmen", créée par des protestants pour réunir catholiques et protestants, ainsi qu'une société semblable à Dublin, que se ranime la "Cambridge Constitutional society", créée en 1780; le mouvement culmine au début de l'année suivante, avec la création de la "London corresponding society", le 25 janvier 1792 ³⁰. Le succès de ces sociétés peut se mesurer aux adhésions qu'elles suscitent: en février 1792, la société de Sheffield compte 600 membres, 2000 en mars; en novembre, celle de Nottingham comprend 40 groupes séparés, avec 2000 membres; à la fin de 1792, la nouvelle société londonienne compte un minimum de 800 à 1000 membres, dont un nombre élevé d'artisans et d'ouvriers ³¹.

Dernier contre-coup, qui d'ailleurs passe plutôt par l'intermédiaire de l'Angleterre: l'apparition aux Etats-Unis de sociétés républicaines démocratiques dans l'été de 1793, la

²⁷ Georges Pariset, "La Société de la Révolution de Londres dans ses rapports avec Burke et l'Assemblée constituante", in La Révolution française, XXIX, 1895, p. 297-325.

²⁸ The correspondance of the Revolution Society in London, with the National Assembly and with various Societies of the Friends of Liberty in France and Europe, Londres, 1792, VII-275 p. (Paris, Bibl. Nat., La ³² 307).

²⁹ Une littérature abondante a été consacrée aux influences réciproques de l'Angleterre et de la Révolution française. La mise au point la plus récente, et la mieux informée, consacrée à la question des sociétés politiques anglaises, est celle d'Albert Goodwin, The friends of Liberty. The English democratic movement in the age of the French Revolution, Londres, 1979, 594 p.

³⁰ Edward Royle et James Walvin, English radical and reformers, 1760-1848, Brighton, 1982, p. 44-51, 85; J. Taylor, "The Sheffield Constitutional society, 1791-1795", in Transactions of the Hunter archaeological Society, V, 1940, p. 133-146; R. Jacob, The rise of the United Irishmen, 1791-1794, Londres, 1937; R. B. McDowell, "The personnel of the Dublin Society of United Irishmen", in Irish Historical Studies, II, 1940, p. 12-53. A. Goodwin, op. cit., p.146, indique toutefois le 5 octobre 1790 comme date de création de la "Manchester constitutional society".

³¹ E. Royle et J. Walvin, op. cit., p. 50-52, 56.

Société démocratique de Pennsylvanie en juillet 1793, la Société démocratique-républicaine de Charlestown en août 1793 (une des plus importantes du pays, avec six filiales en Caroline du Nord et du Sud, et plus de cent membres à sa création); au total, de 1793 à 1800, ce sont au moins 42 sociétés, toutes très francophiles, qui réclament l'établissement d'une république démocratique et l'application pleine et entière des droits de l'homme; mais leur opposition à toute action révolutionnaire les rapproche plus des sociétés anglaises que des sociétés françaises³².

PRATIQUES ASSOCIATIVES ET CULTURES NATIONALES

De l'informel au public: une typologie de la sociabilité politique

La diversité des situations au sein desquelles se développent les formes de la sociabilité politique engendre plus ou moins nécessairement une diversité formelle des réalités associatives. Trois ensembles distincts, mais nullement exclusifs, se dessinent alors. Dans certaines circonstances, les tentatives pour donner une organisation au mouvement politique que l'on dénomme souvent improprement "jacobins" ne débouchent pas sur la mise en place de pratiques formalisées, même si des contacts informels peuvent se nouer entre individus: seul émerge alors un "jacobinisme" atomisé, jacobinisme d'opinion, de sentiment, d'enthousiasme, celui de tous ceux qui vibrent aux nouvelles venues de France et saluent la Révolution "jaillie de la source pure de la Justice" (Kant), "l'aurore splendide" (Hegel). Si, en revanche, ces structures plus ou moins formelles s'ébauchent, sous la tolérance inquiète des polices et des règlements, qui les contraignent à une demi-ou une complète clandestinité, alors s'esquisse une "sociabilité informelle": l'espace de liberté restreinte, surveillée, secrète, évolue rapidement vers la forme classique de la conspiration. La sociabilité politique réelle, pleine et entière, présuppose au contraire des conditions privilégiées de formation et d'existence, liberté de réunion ou d'expression, liberté de la presse; elle se réclame dès lors, explicitement ou implicitement, du modèle de la sociabilité démocratique de l'an II, mais tire ses caractères spécifiques de son environnement régional ou national, ainsi que de la conjoncture politique de l'heure.

A travers toute l'Europe se rencontrent durant la décennie révolutionnaires des individus "subversifs" qui exercent une réflexion attentive, lourde de sympathie et d'adhésion, sur

³² Eugene Perry Link, *Democratic Republican societies, 1790-1800*, New York 1942, XII-256 p. et "The democratic societies of the Carolinas", in *North Carolina Historical Review*, XVIII, 1941, p. 259-277.

l'événement révolutionnaire³³. C'est l'Europe centrale et méridionale qui est la terre d'élection de ce jacobinisme individuel ou informel. En Prusse, en Allemagne, dans l'Empire des Habsbourgs, mais aussi en Italie ou en Espagne, point d'espace pour des réunions politiques ouvertes et publiques.

Un embryon d'organisation peut toutefois y apparaître, sous la forme de "sociétés secrètes", dénoncées souvent par la police en termes de "complots". A Vienne, le cercle du baron Andreas Riedel, qui réunit partisans des réformes de Joseph II et réformistes fascinés par la France, est, dans l'été 1794, l'objet d'une inculpation pour haute trahison; Andreas Riedel demeure en prison jusqu'en 1806³⁴. En Hongrie, l'action de l'abbé Ignace Martinovics avait conduit au printemps de 1794 à l'organisation de deux associations secrètes, la Société des Réformateurs et la Société de la Liberté et de l'Egalité, dotées chacune de signes de reconnaissance, de statuts, d'un serment, ainsi que d'un catéchisme: un coup de filet de la police autrichienne, le 23 juillet 1794, opère 31 arrestations, et sept accusés sont exécutés en juillet 1795³⁵. Dans le Tyrol et dans le Trentin, apparaissent quelques clubs isolés, vite dénoncés et fermés, à Rovereto en 1793, à Merano, découvert et dissout en juin 1794, un club d'étudiants à Innsbrück, fermé en août 1794³⁶. En 1795, le gouvernement autrichien peut ainsi publier une "histoire secrète" qui dénonce une vaste conjuration jacobine dans les états autrichiens³⁷.

L'organisation la plus systématique et la plus étendue se rencontre sans doute dans la péninsule italienne³⁸. Dans les années 1790-1792, se forment à Naples des "clubs

³³ A titre d'exemples, Ivan Tognarini, "Rivoluzione e rivoluzionari in Toscana (1790-1801)", in Ricerche storiche, V, 1975, p. 511-539; Carlo Mangio, "Il movimento patriottico toscano (1790-1801)", in La Toscana nell'età rivoluzionaria e napoleonica, éd. par Ivan Tognarini, Naples, 1985, p. 131-156; Marita Gilli, Pensée et pratiques révolutionnaires à la fin du XVIIIe siècle en Allemagne, Paris, 1983, 348 p.; Helmut Reinalter, "Aufklärung, Freimauerei und Jakobinertum in der Habsburgermonarchie", in Jakobiner in Mitteleuropa, éd. par Helmut Reinalter, Innsbruck, 1977, p. 243 et sqtes.

³⁴ Ernst Wangerman, From Joseph II to the Jacobin trials. Government policy and public opinion in the Habsburg dominions in the period of the French revolution, Londres, Oxford University Press, 1959; Denis Silagi, Jakobiner in der Habsburger Monarchie, Vienne-Munich, 1962, 247 p.

³⁵ Coloman Benda, "Les Jacobins hongrois", in Annales historiques de la Révolution française, XXXI, 1959, p. 38-60; Charles d'Eszlary, "Les Jacobins hongrois et leurs conceptions juridico-politiques", in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, VII, 1960, p. 291-307; Ch. Kecskemety, "Les Jacobins hongrois (1794-1795)", in Annales historiques de la Révolution française, XLV, 1973, p. 219-245.

³⁶ Antonio Zieger, Bagliori unitari ed aspirazioni nazionali (1757-1797), Milan, 1933, p. 95; Heinrich Scheel, Süddeutsche Jakobiner. Klassenkämpfe und Republikanische Bestrebungen im deutschen Süden. Ende des XVIIIten Jahrhunderts, Berlin, 1963, 272 p.

³⁷ Geheime Geschichte des Verschwörungssystems der Jakobiner in den oesterreichischen Staaten, Vienne, 1795; cité par Zieger, op. cit., p. 47.

³⁸ La sociabilité politique dans l'Italie de la décennie révolutionnaire est encore mal connue; depuis quelques années, l'effort des historiens italiens a porté davantage sur la sociologie des militants "jacobins": Giorgio Vaccarino, "L'inchiesta del 1799 sui Giacobini in Piemonte", in Rivista storica italiana, LXXVII, 1965, p. 27-77, et "Annexionistes et autonomistes piémontais sous le Directoire et le Consulat", in Cahiers d'Histoire, XVI, 1971, p. 307-324; Anna Maria Rao, "Sociologia e politica del giacobinismo: il caso napoletano", in Prospettiva Settanta, II, 1979, p. 212-239; Carlo Mangio, "I patrioti pisani. Primi risultati di un'indagine

jacobins", en fait une quinzaine de loges maçonniques et de "conversazioni", où, à l'écoute des nouvelles venues de France, on lit les journaux français, et on discute les programmes de réforme; l'organisation se perfectionne avec d'abord, en novembre 1792, la constitution du "club sans compromission", lié à la Société des Amis de la Constitution de Marseille, puis, en août 1793, de la "società patriottica", formée d'une série de petites réunions clandestines, autour d'un club central. La répression qui frappe et aboutit à la dissolution de la société le 20 février 1794, souligne la faiblesse de ces structures clandestines³⁹. A la même époque, on trouve dans de nombreuses villes italiennes, Turin, Palerme, Rome, Bologne, Brescia ou Padoue, en Sicile⁴⁰, ainsi que dans des villes plus modestes comme Biella, Asti, Verceil ou Novarre en Piémont, des associations secrètes qui se réclament plus ou moins explicitement de l'expérience française et du jacobinisme⁴¹. Comme dans les états autrichiens, une dure répression s'abat sur ces associations dans les années 1793-1794, et les réduit au silence.

On saisit dès lors que l'espace où a pu se développer une sociabilité politique formelle et publique est singulièrement restreint: la France, et les territoires qu'elle contrôle, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, enfin des territoires qui avaient connu, au cours du XVIIIe siècle, des formes de sociabilités associatives, quoique non exclusivement politiques, comme la Hollande et ses Sociétés d'utilité publique ou la Suisse et ses "sociétés de pensée", îlots de liberté dans l'Europe d'Ancien Régime, où se trouvent déjà le fondement et le ferment d'un processus postérieur de démocratisation que développe et accélère l'impact de la Révolution française.

Une invention anglaise: l'espace public

Car en fait, le grand critère, c'est la publicité de ce nouvel espace politique au sein duquel peut se développer la sociabilité politique, qui lui confère à la fois les conditions préalables à son développement et les moyens de son action. Or, cette espace publique, ce n'est pas la Révolution française qui le forge, c'est le XVIIIe siècle britannique.

C'est l'Angleterre qui, la première en Europe, voit se développer, dans les dernières années du XVIe siècle, une sociabilité associative en dehors de la sphère religieuse. Vers 1586, un groupe d'officiers, de gentilshommes, d'hommes de loi, fondent à Londres la "society of antiquaries", qui se réunit plus ou moins régulièrement jusqu'en 1607. Les clubs et les sociétés se multiplient dans le courant du XVIIe siècle, surtout à partir de la

sugli atti dei processi «per attentati contro la sovranità ed ordine pubblico» del 1799-1800" , in Bolletino storico pisano, LI, 1982, p. 147-178.

³⁹ Attilio Simioni, "La congiura giacobina del 1794 a Napoli (Nuovi documenti)", in Archivio storico per le Provincie napoletane, XXXIX, 1914, p. 299-366, 495-535, 788-808.

⁴⁰ F. Guardione, "Di un tentativo politico nel 1795 in Palermo e di F. P. Di Blasi", in Rivista storica del Risorgimento italiano, 1896, p. 757-793.

⁴¹ Giorgio Candeloro, Storia dell'Italia moderna, I., Le origini del Risorgimento, Milan, 1956, p. 182-188.

suspension de la censure et le relâchement du contrôle politique dans les années 1640-1650. Dans les années 1650-1750, la sociabilité associative intéresse d'importants secteurs de la vie du pays: les sociétés les plus nombreuses s'occupent surtout de réforme moral et religieuse (une cinquantaine de clubs au début du XVIIIe siècle), de littérature et d'antiquités, de sciences. Loges maçonniques, sociétés régionales ou musicales, clubs politiques ne constituent qu'une part marginale de l'ensemble. Les premiers clubs politiques s'organisent dans les années 1670 -avec notamment le "Green Ribbon club", fondé pour s'opposer à la politique supposée pro-française et pro-catholique de Charles Ier-, et se multiplient au lendemain de 1688. Les clubs londoniens organisent alors des processions de rue, adressent des pétitions au parlement, et communiquent avec les clubs qui se forment dans les villes de provinces telle Bristol ou Norwich ⁴².

Une inflexion décisive se produit dans les années 1760, qui profite de l'essor des clubs de discussion dans les principales villes de province, ou dans les quelques 550 "coffee houses" que compte alors la ville de Londres⁴³. Une presse régionale, avec une quarantaine de titres provinciaux, rend enfin possible l'affirmation d'une première "opinion publique"⁴⁴. De vastes sociétés, ouvertes et publiques, entrent alors dans le jeu politique qui n'avait auparavant jamais connu d'associations hors du jeu parlementaire⁴⁵. Pour défendre le radical John Wilkes, se crée en février 1769, une "society for the supporters of the Bill of rights", qui met en place une vaste structure extra-parlementaire, implantée localement et adressant des pétitions au Parlement ⁴⁶. Dans les années 1780, ce sont des clubs qui désormais entament une vaste campagne pour les réformes économiques et politiques, à partir de la formation, en 1779, par Christopher Wyvill, de la "Yorkshire association", relayée à partir de 1780 par d'autres associations de comtés ⁴⁷. Le mouvement aboutit à la création, en avril 1780, de la "Society for Constitutional Information", certes modérée et réformiste, mais fondatrice à bien des égards des orientations politiques "radicales"; à la fin de la guerre d'Amérique, la société a des

⁴² Peter Clark, "Societies and clubs as vehicles for innovation in the English urban network, 1600-1750", communication au colloque "Les villes et la diffusion de l'innovation", Paris, novembre 1984, dactyl., 17 p.

⁴³ John Money, "Taverns, coffee houses and clubs: local politics and popular articulacy in the Birmingham area, in the age of American Revolution", in The Historical Journal, XIV, 1971, p. 15-47.

⁴⁴ E. Royle et J. Walvin, op. cit., p. 14, 17.

⁴⁵ Sur cet aspect de la vie politique anglaise avant les années 1760, cf. les remarques de Guido Abbattista, "Parlamento, partiti e ideologie politiche nell'Inghilterra del Settecento. Temi della storiografia inglese da Namier a Plumb" in Società e Storia, IX, 1986, p. 619-642.

⁴⁶ E. Royle et J. Walvin, op. cit., p. 20-22; l'apparition d'une "opinion publique" ne se produit pas en France avant les années 1780: Keith Michael Baker, "Politique et opinion publique sous l'Ancien Régime", in Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, XLII, 1987, p. 41-72, et Mona Ozouf, "L'opinion publique", in The French Revolution and the creation of modern political culture, volume 1, The political culture of the Old Regime, édité par Keith Michael Baker, Oxford, 1987, p. 419-434.

⁴⁷ I. R. Christie, "The Yorkshire Association, 1780-1784", in Myth and Reality in late Eighteenth century British politics, Londres, 1970, p. 261-283.

membres dans 27 villes hors de Londres, mais elle a des difficultés à se développer -elle ne compte que 130 membres en 1783, et ses séances sont peu suivies. Si le mouvement de réforme politique languit, il est relayé par l'essor du mouvement pour l'abolition de l'esclavage, animé à partir de mai 1787 par la "society for the abolition of the slave trade" - modèle de la "société des amis des noirs" créée l'année suivante à Paris-, imitée dans les mois suivants par nombre de villes, dont Manchester et Birmingham ⁴⁸. Rien d'étonnant dès lors si, au cours des années 1789-1790 qui voit s'inventer, en France, la nouvelle culture politique démocratique, ce soient des mots d'origine anglaise qui envahissent le vocabulaire politique, celui-là même qui définit à la fois le jeu parlementaire et les fonctionnements de la sociabilité politique: un premier inventaire en a récemment été proposé: amendement, adresse, barre, Convention, fédéralisme, législature, majorité, motion, ordre du jour... Et encore la liste est sans doute incomplète ⁴⁹.

Au XVIII^e siècle, l'Angleterre invente l'espace public, défini comme lieu du débat et de la critique politique, fondé sur l'usage public de la raison par des personnes privées en dehors de toute inégalité de condition et sans exclure aucun domaine de compétence; il privilégie des sociabilités libres et volontaires, plus ou moins réglées, qui affirment des associés et construisent une opinion publique. Mais ce que l'Angleterre a amorcé, c'est sans aucun doute l'expérience révolutionnaire française qui le pousse à ses ultimes conséquences.

UN RESEAU MONDIAL

Des formes communes

Partons d'un exemple extérieur au territoire français: la "Manchester Constitutional society", créée le 5 octobre 1790, tient ses séances une fois par mois; pour devenir membre, tout candidat doit se soumettre à un vote après avoir été présenté lors d'une réunion précédente, accepter solennellement la déclarations de principes de la société et payer une cotisation annuelle d'une demie guinée. Son président, qui dirige les séances, est élu tous les mois, alors que le secrétaire et le trésorier ne le sont qu'annuellement. Toute publication faite par la société doit être approuvée par la majorité des membres, au cours de deux séances consécutives, et signée par le secrétaire⁵⁰. Le club français de

⁴⁸ E. Royle et J. Walvin, *op. cit.*, p. 28-30, 35-36.

⁴⁹ Colin Jones, "The Revolution and the Monarchy. Presentation", in The French Revolution and the creation of modern political culture, volume 1, The political culture of the French Revolution, édité par Colin Lucas, Oxford, Pergamon Press, 1988, p. 158.

⁵⁰ A. Goodwin, *op. cit.*, p. 147.

Philadelphie, créée en 1793, fonctionne sur un modèle très semblable; il a institué en plus deux commissions, un comité d'examen des candidats et un comité de correspondance, auxquels s'ajoute bientôt un comité de bienfaisance⁵¹. Les sociétés populaires françaises ne présentent, face à ce modèle, que des variantes secondaires qui n'affectent pas la logique de la sociabilité politique.

Ces sociétés, qui consacrent la quasi-totalité de leur activité à la discussion et à l'action politique -certaines, en France comme en Angleterre, aux Etats-Unis ou en Italie, continuent également une activité d'assistance- se réunissent et débattent publiquement. Certes, il y a eu au début quelques incertitudes mais la publicité des séances apparaît en France lors de l'épisode des sociétés monarchiennes, à partir de novembre 1790, pour se généraliser après que la société des Jacobins ait tenu sa première séance publique, le 14 octobre 1791. Si les lieux de séances peuvent varier, ils soulignent partout ce caractère public de la sociabilité politique. En Angleterre, les sociétés s'assemblent fréquemment dans des auberges, la London Tavern dans Bishopgate Street pour la Revolution Society, la "Bell In", sur Hog Hill, où se réunit deux fois par mois la Norwich Revolution Society, tout comme, aux Etats-Unis, le café de Thomas Harris, dans l' "East Bay Drive" à Charlestown, siège du club français ou, en Allemagne, l'auberge de Christian Pflöck, siège du "club jacobin des vrais républicain" d' Altona, sur la place de l'hôtel de ville. En Belgique, comme en France, l'utilisation d'anciens édifices ecclésiastiques tels église ou couvents accentue davantage le caractère public des réunions: à Liège, le club occupe la cathédrale, à Bruxelles, Anvers ou Gand, les locaux des anciens collèges de Jésuites, abandonnés depuis 1773 . A Bologne, le cercle tient ses séances dans une des grandes salles des écoles publiques de la ville, c'est-à-dire l' Archiginnasio⁵².

Certes les modèles ont circulé: en France, nombre de sociétés ont copié les statuts des Jacobins de Paris, mais aussi ceux des grandes sociétés provinciales comme Lille, Strasbourg, Marseille, Aix, Montpellier ou Bordeaux. Une circulation semblable se retrouve avec les sociétés étrangères: la société de Mayence, à peine créée, prie "la société des Amis de la Constitution à Strasbourg, de [lui] communiquer ses lois", le cercle constitutionnel de Bologne imite le "Globo" milanais, celui de Bruxelles, en novembre 1792, après s'être informé auprès des Jacobins, copie les statuts de celui de Valenciennes et Bruges ceux de Lille⁵³ . Mais, quels qu'en soient les processus, le résultat importe: la

⁵¹ M. Kennedy, "La société...", *art. cit.*, p. 618-619.

⁵² A. Goodwin, *op. cit.*, p. 158; M. Kennedy, "Le club...", *art. cit.*, p. 424; W. Grab, "Clubs démocrates...", *art. cit.*, p. 536; S. Tassier, *art. cit.*, p. 308; Umberto Marcelli, "Il circolo costituzionale di Bologna (1797-1798)", in *Atti e memorie della Deputazione di Storia Patria per le Provincie di Romagna*, n. s., XXXIV, 1983, p. 184-185.

⁵³ S. Tassier, *art. cit.*, p. 309.

sociabilité politique publique qui, apparue dans les années 1760 en Angleterre, s'amplifie durant la décennie révolutionnaire, impressionne par la cohérence et la quasi-unicité de ses modèles formels.

Une première internationale des sociétés politiques

Cohésion des modèles formels, mais aussi cohésion des sociétés elles. Elles proclament d'entrée de jeu l'unité de leur préoccupations: "Les Amis de la Liberté n'ont qu'une même Patrie et des intérêts communs, écrivent les Amis de la Constitution de Bordeaux à la "Revolution society" de Londres en mai 1791, [...]. Si c'est sur l'analogie des principes, sur la communication des Lumières et sur la sympathie de l'esprit public que seront fondées désormais les alliances les plus sacrées des peuples, alors, il faut le dire, que malheureusement il y a plus que jamais des Pyrénées, mais qu'entre Douvres et Calais, il n'y a plus de détroit." ⁵⁴. Ce sont les députés de la société constitutionnelle de Manchester qui, à la tribune des Jacobins, émettent le souhait d'une "confédération générale des sociétés patriotiques de l'Europe, dont l'objet sera l'union fraternelle de tous les hommes"⁵⁵. Ce qui permet à leur ennemis d'affirmer qu'ils agissent, à l'échelle de l'Europe, voire du monde, de façon concertée: "Il s'est formé dans la capitale, ainsi que dans plusieurs provinces de la Pologne, des clubs qui fraternisent avec les Jacobins de Paris", note une proclamation de l'impératrice de Russie ⁵⁶.

Il est vrai que Paris pourrait être considéré comme l'un des "centres" de cet immense ensemble. Les affiliations qu'accorde la société des Jacobins dépassent en effet les frontières de la France: sans souci d'exhaustivité, signalons l'affiliation de nombreuses sociétés coloniales, Port-Louis, Port-au-Prince, Basse Terre, Castries, sur l'île de Sainte-Lucie, de sociétés belges -dès décembre 1792, les sociétés de Bruges, Bruxelles, Louvain, Tournai-, anglaises -Manchester, affiliée le 13 avril 1792 ⁵⁷-, américaine -Charlestown, affiliée le 28 septembre 1793⁵⁸-, des sociétés d'Istamboul ou de Varsovie... Notons aussi que, à partir de l'automne 1792, un autre centre parisien apparaît avec la Convention nationale: en novembre-décembre 1792, l'assemblée reçoit ainsi des adresses de félicitations des sociétés britanniques de Newington, Sheffield,

⁵⁴ The correspondance of the Revolution Society ..., *op.cit.*, p. 167.

⁵⁵ A. Aulard, Le club des Jacobins, *op. cit.*, III, p. 500, 13 avril 1792.

⁵⁶ "Déclaration de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies", donnée à Grodno le 9 avril 1793, in Le Moniteur, réimpression, t. XVI, n°128, 8 mai 1793.

⁵⁷ A. Aulard, Le club des Jacobins, *op. cit.*, III, p. 500, 13 avril 1792.

⁵⁸ Le Moniteur, réimpression, XVIII, n° 276, p. 17.

Aldgate, Belfast, Rochester, Derby, Nottingham, et de trois sociétés londoniennes, la "Revolution society", la "Corresponding society" et la "Society for constitutional information"⁵⁹. Mais il serait erroné de ne considérer qu'un centre unique: en France, dès les premières années de la Révolution, s'affirme un vigoureux polycentrisme du mouvement, expression de la grande vague de fraternisation qui s'empare de la société française d'alors⁶⁰. La même multiplication des relations se retrouve au-delà de l'hexagone. La société des amis de la Liberté et de l'Egalité de Philadelphie correspond ainsi avec celles de Brest et de Charleston -avec laquelle elle est sans doute affiliée-, diverses sociétés des Antilles française, la société démocratique et la société républicaine allemande de Philadelphie⁶¹. En fait, les sociétés françaises ont là encore porté à son apogée une pratique que les sociétés anglaises avaient esquissé dès les années 1780. C'est sans doute la "Society for constitutional information" qui, en août 1783, essaie la première de mobiliser ses correspondants provinciaux - elle en a alors, rappelons-le, dans 27 villes différentes- pour les engager dans le combat politique et la propagande locale; plus décidée se montre la "Revolution society" qui, en 1789, décide de favoriser l'établissement à travers le royaume de sociétés affiliés, unies à elle par une correspondance régulière, pour "form a grand concentrated Union of the true Friends of Public Liberty"⁶². En mars 1791, la "Society for Constitutional information" décide à son tour d'entrer en correspondance régulière avec toutes les "corresponding constitutional societies in England, Scotland and France"⁶³. C'est alors seulement que s'introduit la référence française: la société de Sheffield tente en octobre 1792 d'imiter les clubs français et leurs réseaux car, "for this method, France became so thoroughly united" ; un congrès réunissant 260 délégués envoyés par 80 sociétés radicales et organisé par les sociétés écossaises des amis du peuple se tient, sous le nom de Convention, à Edimbourg du 11 au 13 décembre 1792; tout en affirmant l'unité des démocrates anglais, écossais et irlandais, il utilise le vocabulaire et les procédures révolutionnaires françaises⁶⁴. Enfin, c'est sans doute grâce à cette organisation en réseau de correspondance que ces sociétés résistent tant bien que mal à la politique de répression, à partir de 1795: en 1797, la "Corresponding society" entretient toujours une correspondance plus ou moins suivie avec 63 des 98 sociétés populaires alors existantes

⁵⁹ La liste la plus exacte de ces adresses est donnée par A. Goodwin, *op. cit.*, p. 507-512.

⁶⁰ Pour une démonstration détaillée du phénomène, nous nous permettons de renvoyer à notre étude: "Les sociétés politiques dans la France révolutionnaire: une "machine" ? ", in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1989, sous presse.

⁶¹ M. Kennedy, "La société française...", *art. cit.*, p. 634.

⁶² Albert Goodwin, *op. cit.*, p. 137-138 .

⁶³ E. Royle et J. Walvin, *op. cit.*, p. 45.

⁶⁴ E. Royle et J. Walvin, *op. cit.*, p. 58, 65; A. Goodwin, *op. cit.*, p. 26-27.

Il n'existe pas un "réseau mondial" des sociétés politiques durant la décennie révolutionnaire; mais les nombreuses sociétés alors existantes ne sont pas non plus des unités atomisées, séparées les unes des autres. Elles fonctionnent selon des modalités très voisines, partagent un langage, des préoccupations, des références -et en cela, la Révolution française a joué un rôle décisif- communes; elles sont surtout en correspondance permanente et étroite.

L'unicité de l'expérience française

Reprenons l'inventaire que, pièce à pièce, nous avons constitué au cours de notre enquête. S'il est désormais fiable pour la France, il présente encore beaucoup d'incertitudes et de lacunes pour les territoires extra-métropolitains et étrangers. Mais, déjà, telle quel, il autorise une première pesée globale. Vingt-cinq à trente sociétés dans la Belgique des années 1792-1793, peut-être une quarantaine de cercles constitutionnels dans l'Italie du "Triennio"; une vingtaine de clubs en Rhénanie en 1798-1799; trois ou quatre sociétés, au mieux, en Pologne entre 1790 et 1794; une centaine de sociétés populaires dans le Royaume Uni durant les années 1791-1797, auxquelles il faudrait sans doute ajouter les "quelques centaines" -mais le chiffre est-il véritablement fiable?- de sociétés loyalistes, créées à travers tout le pays après la formation de l' "Association for the Preservation of Liberty and Property against Republicans and Levellers", en novembre 1792 ⁶⁶; quarante-deux sociétés démocratiques-républicaines aux Etats-Unis; une quarantaine de sociétés dans le monde colonial français, durant les années 1791-1794, sans compter une dizaine de sociétés de la "diaspora" française. Face à cet ensemble, pourtant vaste et extraordinairement dispersé, la France et ses 5402 communes dotées d'une société politique en l'an II, sans compter les nombreuses sociétés parisiennes, fait figure de géant.

L'expérience française apparaît sans égale d'abord par la massivité du phénomène. En l'an II, tous les chefs-lieux de départements - et ce depuis 1791-, la quasi-totalité des chefs-lieux de district, 60 % des chefs-lieux de cantons de la République ont une société populaire. 2514 simples communes ont aussi la leur; certes, elles ne représentent guère que 7 % de l'ensemble des "simples communes", mais cette évaluation quantifiée indique aussitôt une autre dimension du phénomène: à l'extraordinaire capillarité du réseau

⁶⁵ A. Goodwin, *op. cit.*, p. 512-514. La liste de 98 sociétés, que nous avons établie, provient de celle éditée par A. Goodwin, complétée par les indications de Edward P. Thompson, *The making of the English working class*, Londres, 1963, trad. française, Paris, 1988, XVI-796 p., passim.

⁶⁶ E. Royle et J. Walvin, *op. cit.*, p. 60.

correspond une ouverture sociale inconnue ailleurs. En Angleterre, avec la société de Sheffield, apparaissent certes les premières sociétés ouvrières; le phénomène n'existe pas véritablement en France, en dehors du monde de l'artisanat parisien, très présent dans les sociétés fraternelles puis sectionnaires parisiennes. Mais en Italie, en Allemagne, en Belgique, n'existent que des sociétés urbaines, où dominent hommes de loi, ecclésiastiques, médecins, propriétaires et militaires, c'est-à-dire le public ordinaire des académies du siècle des Lumières; certes quelques artisans apparaissent à Worms, et les militaires, presque tout le temps français, sont très présents à l'étrangers. Mais jamais ne s'y trouve un paysan. Or les sociétés véritablement paysannes constituent près de la moitié des sociétés de la France de l'an II, certaines même, telles les sociétés du Valois ou du district de Béthune, constituées principalement de journaliers pauvres et farouchement revendicatifs. Les sociétés politique ont ainsi fait pénétrer beaucoup plus profondément qu'à l'étranger la nouvelle culture politique démocratique dans la société française. Faut-il en rester à ce bilan positif? Une autre indication s'impose. Cette flambée extraordinaire est de brève durée. Nombre de sociétés étrangères n'ont qu'une existence chaotique et intermittente, tels les cercles italiens.⁶⁷ Le 14 mai 1796, alors que l'avant-garde de l'armée française occupe la ville, se forment à Milan une société populaire et un club des amis de la liberté et de l'égalité, qui compte déjà 800 membres le 18 mai. Tous deux sont dissouts sur ordre de Bonaparte le 28 mai. Une "académie de littérature et d'instruction publique" se crée à nouveau dans l'été, qui adopte le drapeau tricolore et forme, sous l'impulsion de Salvador et Ranza, une légion lombarde: elle est dissoute en octobre. En février 1797, Bonaparte établit en collaboration avec les modérés une nouvelle "société d'instruction publique", dont l'objet se limitera aux "arts" et à l'"instruction". Investie peu à peu par les patriotes, elle organise une correspondance active avec les autres sociétés jacobines lombardes. Elle est dissoute en juillet. Le 1er novembre 1797 s'ouvre enfin un "cercle constitutionnel" soumis à la législation française, qui s'interdit toute correspondance et toute intervention de type jacobin. Le "coup d'Etat" du commissaire Trouvé le ferme en août 1798. Un nouveau cercle est autorisé le 13 septembre, fermé le 6 décembre; le 13 avril 1799, le dernier cercle politique de Milan voit le jour, mais la ville est investie par l'armée austro-russe le 28 avril. Ce schéma se retrouve, atténué, dans de nombreuses cités italiennes. A Bologne, le cercle constitutionnel, sans doute formé le 23 décembre 1797 sur le modèle milanais, tient sa première séance le 28 décembre; suspendu le 29 août 1798, réouvert solennellement le 28 octobre, il est définitivement fermé le 23 décembre⁶⁸. Le scénario se répète à Rome où,

⁶⁷ Baldo Peroni, "La 'società popolare' di Milano, 1796-1799", in *Rivista storica italiana*, LXVI, 1954, p. 511-527.

⁶⁸ U. Marcelli, *art. cit.*, p. 185, 189.

en février 1798, est formée la société des "émules de Brutus", animée par le très radical Michele L'Aurora; ce dernier est expulsé dès le 10 mars, puis le club fermé, et rétabli le 20 avril sous la forme d'un "cercle constitutionnel" dominé Vincenzo Russo, mais fermé à peine quelques mois plus tard par le général Gouvion Saint Cyr ⁶⁹ .

Cette sociabilité politique en fait échoue. A court terme, car le caractère subversif de la sociabilité démocratique la fait redouter aussi bien par les thermidoriens -les flambées de "clubs" durant le Directoire n'atteindront jamais le niveau de l'an II: au mieux, 7 à 800⁷⁰- , des commissaires français soucieux de maintenir l'élan vers la vie associative dans le cadre des institutions représentatives, de refuser aux clubs initiatives et pouvoir, de briser en un mot la dynamique spécifiquement jacobine, par les militaires enfin, tout puissants dans les territoires occupés, et sur lesquels s'appuiera la dictature de Bonaparte. Un phénomène identique se produit aussi dans le Royaume Uni: dans un premier temps, en décembre 1795, les "Two acts" interdisent les réunions de plus de 40 personnes et ferment les cercles de lectures; dans un deuxième temps, en juillet 1799, les sociétés radicales sont purement et simplement interdites: "All the said Societies of United Englishmen, United Scotsmen, United Irishmen, and United Briton, and the said Society commonly called the London corresponding society, and all other Societies called Corresponding Societies, of any other City, Town or Place, shall be and the same are hereby utterly suppressed and prohibited, as being unlawful Combinations and Confederacies against the Governement of our Sovereign Lord the King, and against the Peace and Security of his Majesty's liege subjects."⁷¹ A long terme, car c'est selon d'autres modalités, avec d'autres structures de sociabilité politique que s'effectuera, tout au long du XIXe siècle, l'apprentissage de la démocratie.

⁶⁹ Delio Cantimori, "Vincenzo Russo, il 'circolo costituzionale' di Roma nel 1798 e la questione della tolleranza religiosa", in *Annali della R. Scuola Normale Superiore. Lettere, Storia, Filosofia*, n.s., XXI, 1942, p. 179-200.

⁷⁰ Cf. les travaux en cours de François Wartelle.

⁷¹ Texte cité par E. Royle et J. Walvin, *op. cit.*, p. 92.